



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 17/07/2025

N°770

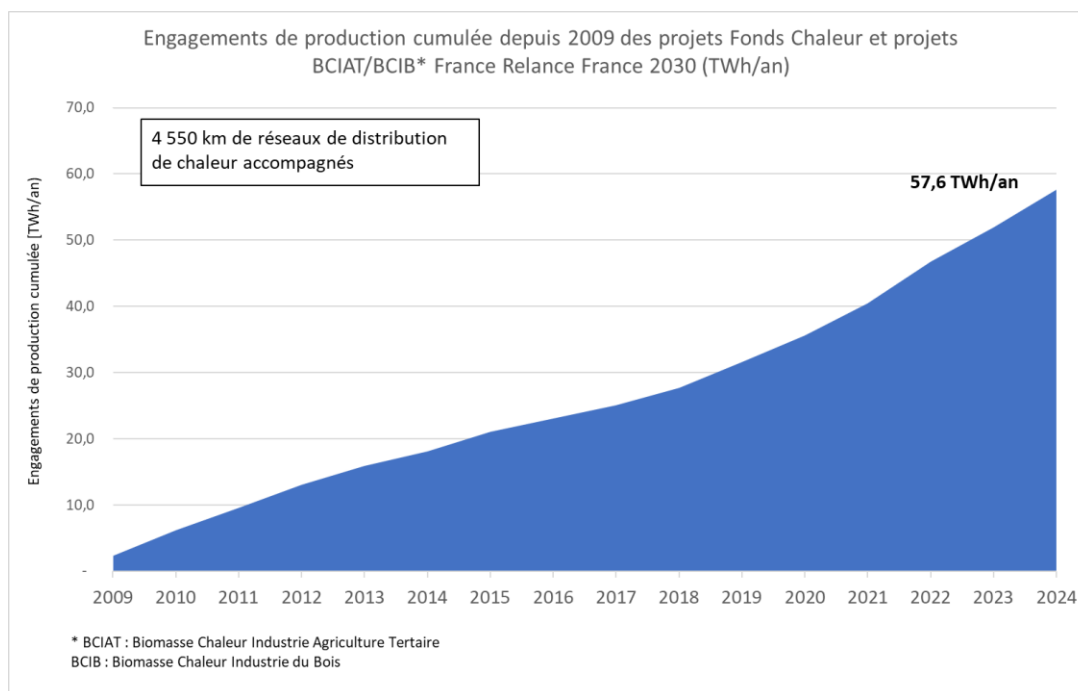
BILAN DU FONDS CHALEUR 2024 : PLUS DE 1350 NOUVELLES INSTALLATIONS PRODUIRONT 3,6 TWh/AN DE CHALEUR RENOUVELABLE ET DE RECUPERATION SUR LE TERRITOIRE

Les besoins de chaleur, qui représentent aujourd'hui 43 % de la consommation d'énergie en France, sont encore majoritairement couverts par des énergies fossiles, carbonées et importées (gaz, fioul, charbon). La part de chaleur renouvelable et de récupération en France métropolitaine augmente (24 % en 2021, 27,2 % en 2022, 29,6 % en 2023) pour un objectif fixé par la loi (LTECV) de 38 % d'énergies renouvelables (EnR) dans la consommation finale de chaleur en 2030. Le Fonds Chaleur, opéré par l'ADEME depuis 2009, contribue à la dynamique de croissance de la production de chaleur renouvelable. Les aides attribuées par le Fonds Chaleur aux entreprises et aux collectivités en 2024 permettront la construction de plus de 1350 nouvelles installations qui produiront 3,6 TWh par an de chaleur renouvelable et de récupération. Le programme France 2030, ainsi que les aides à la planification écologique, opérés par l'ADEME, ont également permis d'accompagner des projets de production de chaleur à partir de biomasse pour la cible industrielle. Au total, l'ensemble des installations aidées produiront 5,6 TWh/an de chaleur renouvelable et de récupération supplémentaires. Le déploiement des projets aidés par le Fonds Chaleur concourt, de façon particulièrement efficiente pour les finances publiques, à la décarbonation de l'économie et à la souveraineté énergétique du pays ; c'est dans cet objectif que l'Etat a conforté le budget du Fonds chaleur à 800 M€ en 2025.

La France a tout pour réussir la décarbonation de la chaleur ! Elle dispose de nombreuses ressources locales, renouvelables et de récupération, d'un savoir-faire industriel et de soutiens publics. Depuis 2009, le Fonds Chaleur, géré par l'ADEME, vise à accélérer la production de chaleur renouvelable et de récupération sur le territoire français. Ces aides soutiennent les réseaux de distribution et les installations de production de chaleur et de froid renouvelables et de récupération (EnR&R), afin d'alimenter habitat collectif, collectivités et entreprises.

Plus de 1350 installations accompagnées par des aides publiques efficaces

Depuis 16 ans, le Fonds chaleur a permis d'aider plus de 10 000 installations d'énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) dont 4 550 km de réseaux de distribution grâce à 5,1 milliards d'euros d'aides, ayant généré près de 16 milliards d'euros d'investissements. **Cela représente près de 50 TWh/an de production additionnelle d'EnR&R, équivalent de la consommation de chaleur d'environ 5 millions de logements**, et environ **2,5 Md€/an d'économie sur la balance commerciale** (en comparaison du gaz qu'il aurait fallu importer pour produire cette chaleur en l'absence de ces projets¹). De plus, les programmes France Relance, France 2030 et le Fonds Planification Ecologique ont permis d'accompagner la production de chaleur à partir de biomasse pour la cible industrielle à hauteur de 8,6 TWh/an. Le bilan cumulé de l'ensemble de ces dispositifs conduit à une production thermique additionnelle de 57,6 TWh/an.



Ainsi, le budget 2024 du Fonds Chaleur a été porté à **820 M€**, en hausse de 36 % par rapport à 2023. **La totalité de ce budget a été engagée**. Ce programme a permis d'accompagner près de 1350 installations en 2024. Ce nombre important d'installations reflète la montée en puissance des Contrats Chaleur Renouvelable² accompagnant de nombreux projets de petite taille, principalement à partir de biomasse, mais avec en 2024 une **forte croissance des projets de géothermie**.

Cette année encore, le Fonds Chaleur a majoritairement subventionné des investissements (701,5 M€ d'aide pour plus de 1,9 Md€ d'investissement dans des installations EnR&R), ainsi que l'accompagnement de projets à travers des études, de l'animation, le fonds de garantie géothermie³, ainsi qu'un dispositif de prêts bonifiés pour les logements sociaux en partenariat avec la Banque des territoires.

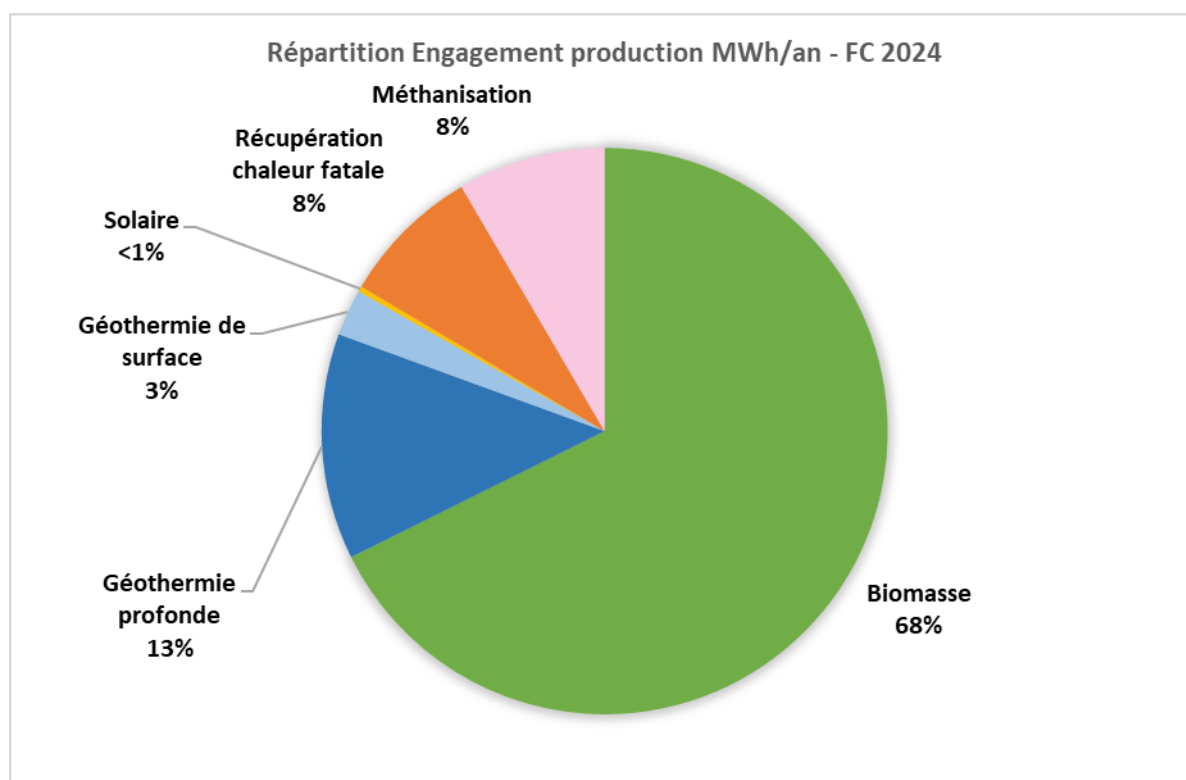
¹ Sous l'hypothèse d'un prix du gaz de 50 €/MWh

² Contrat Chaleur Renouvelable : dispositif du Fonds Chaleur permettant le financement de grappes de projets EnR&R, dont des projets de petites tailles qui ne seraient pas éligibles individuellement.

³ Le « fonds de garantie géothermie », géré par la SAF-Environnement, sur la base d'une convention avec l'ADEME, permet d'assurer les investisseurs contre le risque géologique moyennant une cotisation

Concernant les aides à l'investissement, **les réseaux de distribution de chaleur, maillon essentiel du développement de la chaleur renouvelable, représentent l'un des premiers postes du budget avec 218,7 M€,** ayant permis de **financer 384 km de réseaux**. Les chaufferies biomasse ont représenté 328,2 M€ d'aides, les géothermies (surface et profonde) 110,9 M€, et les équipements de récupération de chaleur fatale 13,4 M€. Pour le solaire thermique et les équipements de valorisation du biogaz par injection au réseau, ce sont respectivement 9,4 M€ et 20,8 M€ qui ont été engagés.

Les projets ayant bénéficié des aides à l'investissement du Fonds Chaleur 2024 permettront de produire 3,6 TWh/an de chaleur renouvelable et de récupération additionnelle. C'est la biomasse énergie qui contribue le plus à cette production de chaleur (68 %), suivie par la géothermie (16%) puis par la récupération de chaleur fatale (8 %) la méthanisation (8%) et le solaire (0,3%). Les émissions annuelles évitées par ces nouvelles installations s'élèvent à environ 805 750 tCO₂/an.



En moyenne, pour les projets aidés par le Fonds chaleur en 2024, le coût d'abattement moyen de la tonne de CO₂ a été de 51 € d'aide/tCO₂ évitée et le **ratio entre le budget total du Fonds chaleur et la production additionnelle attendue sur 20 ans a atteint 11,4 €/MWh, contre environ 10,7 €/MWh en 2023, ce qui reste une valeur particulièrement efficiente du point de vue des finances publiques.** Sur le périmètre des projets d'investissements, l'efficacité est stable par rapport à l'année précédente (9,7 contre 9,5 €/MWh/20 ans en 2023).

En 2024 a été systématisée à tout le territoire la démarche EnR'Choix⁴, consistant à prioriser, dès que cela est possible, la récupération de chaleur fatale, puis la géothermie et le solaire thermique, enfin le recours à la biomasse. Toutefois, la biomasse domine toujours dans le bilan en raison de la temporalité

⁴ <https://www.enrchoix.idf.ademe.fr/>

de montages des projets et de certaines contraintes techniques (notamment les régimes de température des réseaux).

Une dynamique encore accélérée grâce à France 2030 et au Fonds Planification Ecologique

Depuis 2021, l'**ADEME contribue à la forte accélération des projets de décarbonation de la chaleur dans l'industrie** en tant qu'opérateur de France Relance puis de France 2030 et du Fonds Planification Ecologique. Ainsi, en 2024, ces financements ont permis d'attribuer :

- à travers l'appel à projet Biomasse Chaleur Industrie Agriculture et Tertiaire (BCIAT) : 165,8 M€ d'aides à 31 installations, pour une production de chaleur de 1,78 TWh/an permettant l'équivalent de 392 000 tonnes de CO2 évités par an.

- à travers l'appel à projet Biomasse Chaleur Industrie du Bois (BCIB) : 43,3 M€ à 11 installations, pour une production de chaleur de 0,253 TWh/an permettant l'équivalent de 56 000 tonnes de CO2 évités par an.

Ainsi en 2024, **l'ensemble des aides du Fonds Chaleur, de France 2030 et du Fonds Planification Ecologique** consacrées à la chaleur renouvelable ont permis d'accompagner près de 1400 projets, qui permettront une production de chaleur EnR&R de plus de **5,64 TWh/an**, permettant l'équivalent de 1 250 000 tonnes de CO2 évités par an ; **pour un montant d'aide de 1 030 M€, soit un ratio de 9,1 €/MWh produit sur 20 ans** ou 41,1€/tCO2 évitée sur 20ans.

Les priorités et actions relative au Fonds chaleur pour 2025

Pour poursuivre le déploiement de la chaleur renouvelable, l'Etat a conforté le Fonds Chaleur avec un **budget de 800M€** pour 2025. Les conditions d'éligibilité et de financement ont également été modifiées de façon à permettre d'aider un maximum de projets et des priorisations seront réalisées.

Par ailleurs, compte tenu des enjeux sur la disponibilité de la ressource en biomasse et en particulier de tensions sur les plaquettes forestières dans certaines régions, la **démarche de priorisation des EnR&R est renforcée**, et la diversification des plans d'approvisionnement en biomasse est encouragée. La biomasse énergie restera néanmoins importante notamment pour des usages à haute température.

L'accélération du déploiement de la géothermie profonde et de surface reste un axe prioritaire pour 2025 avec la mise en œuvre du plan d'actions lancé en février 2023 par l'Etat et qui regroupe vingt-sept actions prioritaires en France métropolitaine et d'outre-mer.

En 2025 sera élaboré un plan d'action pour le développement du solaire thermique. L'appel à projets « Grandes Installations Solaires Thermiques » principalement pour l'industrie ou les réseaux de chaleur, sera relancé en 2025.

Enfin, les travaux se poursuivent sur les modalités de couverture des risques inhérents à la **récupération de chaleur fatale industrielle**. En 2024, 23 projets ont été accompagnés, représentant une production annuelle de près de 93 GWh.

Agnès PANNIER-RUNACHER, ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, a déclaré : « *Je me suis battue pour le maintien en 2025 d'une enveloppe de 800 millions d'euros pour le Fonds Chaleur car ce dispositif de décarbonation est particulier performant. Il permet très concrètement aux élus des collectivités locales et aux entreprises d'avoir accès à des solutions compétitives*

de chauffage ou de refroidissement bas carbone. Plus de 1350 installations ont ainsi été aidées en 2024 partout en France. Cette mesure combine ainsi pouvoir d'achat, compétitivité économique et ambition climatique à un moment où l'urgence d'amortir le dérèglement climatique est plus que jamais évidente sur notre territoire et où nous devons sortir le plus rapidement possible de notre dépendance aux énergies fossiles. »

Marc FERRACCI, ministre chargé de l'Industrie et de l'Energie, a déclaré : « *Mon objectif est que la France dispose d'une énergie décarbonée, compétitive et souveraine au service des ménages et des entreprises. Toutes les énergies décarbonées, et notamment la chaleur renouvelable, contribuent à réduire notre dépendance aux énergies fossiles importées. Dans ce cadre, la géothermie ou la récupération de la chaleur fatale industrielle sont des leviers efficaces, à amplifier. »*

Quelques exemples de projets phares accompagnés en 2024

• **Installation de solaire thermique à Rouillac (16).** Le projet consiste en l'installation d'une centrale solaire thermique de 1 600 m² en ombrière associée à une chaufferie biomasse énergie, pour assurer le chauffage de bâtiments ainsi que la production d'eau chaude nécessaire à l'élaboration du cognac. Le projet est porté par la société MARTELL & CO (spécialisé dans la production de cognac). L'installation permettra de décarboner intégralement les besoins de chaleur du site industriel (environ 2200MWh/an EnR dont près de 45% seront produits par le solaire), et permettra d'éviter l'équivalent de 450 tonnes de CO2 par an. Coût de l'opération : 4,5 M€ - Aide ADEME Fonds chaleur : 2 M€ - Mise en service prévue pour 2026/2027.

• **Installation de récupération de chaleur à Riom (63).** Le projet porté par la société FAREVA MIRABEL (laboratoire pharmaceutique), consiste à récupérer de la chaleur sur un groupe frigorifique ainsi que sur un compresseur d'air, sur le site industriel de Riom (63). L'énergie récupérée sera transférée dans le réseau de chauffage interne au site industriel. L'installation permettra de récupérer environ 1950 MWh/an de chaleur fatale, et ainsi d'éviter l'équivalent de 600 tonnes de CO2 par an. Coût de l'opération : 815 k€ - Aide ADEME Fonds chaleur : 242 k€ - Mise en service prévue pour juin 2025.

• **Installation de géothermie de surface sur sondes Brezolles (28).** Le projet consiste en l'installation d'une géothermie sur sondes pour assurer les besoins en chauffage et rafraîchissement (en par géocooling) d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes à Brezolles (28). L'installation géothermique de surface sera composée d'une pompe à chaleur de 85 kW associée à 14 sondes de 180 m de profondeur.

L'installation produira 146 MWh/an EnR, et permettra d'éviter l'équivalent de 55 tonnes de CO2 par an. Coût de l'opération : 619 k€ - Aide ADEME Fonds chaleur : 146 k€ - Mise en service prévue pour mai 2026 2026.

• **Création d'un réseau de chaleur alimentée par géothermie profonde à Malakoff (92).** Le projet vise la mise en œuvre d'un doublet géothermique sur l'aquifère du Dogger, à environ 1500 m de profondeur, associé à une pompe à chaleur de 8 MW, et la création d'un réseau de chaleur de 11,5 km à Malakoff (92). Le réseau de 86 sous-stations sera alimenté par 54 400 MWh/an EnR, et permettra ainsi d'éviter l'équivalent de 12 700 tonnes de CO2 par an. Le projet est porté par la SPL GEOMALAK via une délégation de service public du SIPPEREC (Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de communication).

Coût de l'opération : 47,8 M€ - Aide ADEME Fonds chaleur : 13,2 M€ - Mise en service prévue à partir de fin 2025.

• **Installation biomasse énergie à Rognaix (73).** Le projet est porté par Scierie de Savoie (spécialisée dans la 1ère transformation de résineux à destination de la construction), qui diversifie son activité en intégrant une ligne de collage et d'aboutage pour réduire l'importation de produits techniques sur son territoire (5,5 M€ d'investissement – Aide ADEME Fonds Planification Ecologique 1,6 M€ via l'appel à projets IPPB – Industrialisation Performante des Produits Bois). Afin de répondre aux nouveaux besoins de séchage du site industriel et pour s'affranchir des énergies fossiles, l'entreprise investit dans une chaufferie biomasse de 5,5 MW qui valorisera les connexes issus de son procédé et répondra à 100% des besoins thermiques du site et dans deux séchoirs de bois d'œuvre supplémentaires. Le projet permettra d'éviter l'émission d'environ 5 700 tonnes de CO2 par an. Coût de l'opération : 5,6 M€ - Aide ADEME Fonds Planification Ecologique : 2,025 M€ (appel à projets BCIB - Biomasse Chaleur pour l'Industrie du Bois). Mise en service prévue fin 2026.

Contacts presse :

Service presse d'Agnès PANNIER-RUNACHER, ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche

Tél : 01 40 81 86 16

Mél : presse.apr@ecologie.gouv.fr

Service presse de Marc FERRACCI, ministre chargé de l'Industrie et de l'Energie

Tél : 01 53 18 46 19 / 01 53 18 43 57

Mél : presse@cabinets.industrie.gouv.fr

ADEME

Service de Presse

Tél : 01 58 47 81 28

Mél : ademepresse@havas.com

Bureau de presse de Bercy

Tél : 01 53 18 33 80

Mél : presse.bercy@finances.gouv.fr

L'ADEME en bref

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources. Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse. Dans tous les domaines - énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions. À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques. L'ADEME est un Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) placé sous la tutelle du ministère en charge de l'environnement, du ministère en charge de l'énergie et du ministère en charge de la recherche. www.ademe.fr

